



Hinkley Point

Dans l'intérêt d'EDF et de ses salariés, la CFE Energies est plus que jamais vigilante !

Après les décisions de son Conseil d'Administration les 28 juillet et 27 septembre derniers, EDF vient de signer les contrats lançant le projet nucléaire d'Hinkley Point. C'est parce que les risques du projet et les questions de fond sur l'avenir de la filière nucléaire restent entiers que la CFE Energies sera des plus vigilantes pour que tout soit mis en œuvre pour maîtriser l'ensemble des risques du projet Hinkley Point et en assurer le succès. « *Le plus dur commence* » et EDF n'a pas le droit à l'erreur !

A l'heure où l'Union européenne vient de décider de ratifier l'accord de Paris sur le climat ouvrant la voie à son entrée en vigueur dès novembre 2016, la CFE Energies réaffirme que la filière nucléaire française est plus que jamais un atout précieux pour la France, son économie, son industrie, son rayonnement et son indépendance et que tout doit être mis en œuvre pour en assurer l'avenir. Pourtant, alors que cette filière est depuis de nombreux mois au premier plan du débat politique national, de la programmation pluriannuelle de l'énergie à la reconfiguration capitalistique des entreprises dont l'Etat est actionnaire en passant par la fermeture de la centrale de Fessenheim, l'incohérence gouvernementale en matière nucléaire et la situation de la filière ne manquent pas d'inquiéter la CFE Energies.

La reconfiguration capitalistique d'AREVA et l'acquisition d'AREVA NP par EDF sont loin d'être abouties. Elles ne règlent en rien les questions pourtant cruciales de maintien des compétences clefs, de réorganisation de l'ingénierie nucléaire française et de qualité des productions issues de l'outil industriel d'AREVA. A ces problématiques, s'ajoutent les perspectives économiques et la trajectoire financière plus que tendues que connaît EDF, que les agences de notation mettent d'ailleurs de plus en plus en exergue à travers leurs dégradations et que la recapitalisation annoncée le 22 avril dernier sera loin d'avoir réglées quand elle sera effective. Les ressources financières de la filière nucléaire sont ainsi au plus bas alors qu'elle a devant elle des investissements industriels considérables à réaliser afin d'assurer son avenir, qu'il s'agisse de La Hague, de l'outil industriel d'AREVA, du grand carénage du parc nucléaire français ou de son futur renouvellement.

Dans ce contexte difficile, le gouvernement britannique, après s'être donné cet été le temps de la réflexion, a finalement décidé de soutenir le lancement de la construction par EDF de deux réacteurs EPR sur le site d'Hinkley Point. Si cette décision est une marque de confiance et une belle reconnaissance pour EDF et la filière nucléaire française, force est néanmoins de constater que les risques industriels, financiers et contractuels de ce projet que la CFE Energies a mis en exergue restent plus que jamais d'actualité et qu'ils sont suffisamment importants pour considérer, comme le Président d'EDF, que « *le plus dur commence* ».

La CFE Energies avait jugé le niveau de risques du projet et le poids financier qu'il fait porter à EDF trop élevés pour demander de ne pas précipiter le lancement du projet et de prendre le temps de réduire davantage le niveau de risques du projet. Elle n'a pas changé d'analyse.

C'est pourquoi la CFE Energies sera des plus vigilantes, dès à présent et tout au long du projet,

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com

pour s'assurer que tout sera mis en œuvre pour assurer la pleine maîtrise de ces risques et faire de ce projet une réussite pour EDF. Car EDF n'a tout simplement pas le droit à l'erreur !

L'Etat doit en outre pleinement assumer ses responsabilités dans la situation que connaissent EDF et la filière nucléaire. La CFE Energies veillera par conséquent à l'effectivité dans les meilleurs délais de l'augmentation de capital et des réductions des dividendes versés par EDF promis par l'Etat (après avoir soutiré à EDF plus de 20 milliards de dividendes en 10 ans, réduire le niveau des dividendes et privilégier le paiement en actions est bien la moindre des choses). Avec la poursuite de la mauvaise habitude que constitue l'acompte sur dividende, rien n'est acquis. La CFE Energies sera enfin attentive à ce que la tension sur la trajectoire financière d'EDF, aggravée par le poids financier et les risques du projet Hinkley Point, ne conduise pas à de douloureux arbitrages sur les autres activités du Groupe et à ce qu'EDF garde toute sa manœuvrabilité stratégique dans un monde de l'énergie en pleine mutation.

C'est aussi parce que nous sommes profondément attachés à la réussite d'EDF et de la filière nucléaire française que nous considérons que le redressement de cette filière, d'un point de vue industriel, social et financier, est un préalable nécessaire au succès de ce projet. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons milité pour que le lancement d'Hinkley Point soit reporté afin de mieux en garantir le succès.

Au-delà des risques qu'il fait prendre à EDF, le lancement aujourd'hui de ce projet au Royaume-Uni laisse ouvertes plusieurs questions fondamentales pour l'avenir de la filière nucléaire française : Comment garantir dans la durée l'excellence industrielle et la compétitivité de l'offre nucléaire française ? De quel catalogue de réacteurs la France doit-elle se doter pour réussir le renouvellement à terme de son parc nucléaire mais aussi gagner dans la compétition nucléaire mondiale ? Quelles alliances industrielles la filière doit-elle nouer au plan international sans sacrifier les outils industriels situés sur le territoire national ? Comment assurer la réussite du programme industriel majeur qu'est le grand carénage du parc nucléaire français et qui doit être la priorité de la filière ? Telles sont quelques-unes des questions fondamentales auxquelles il est indispensable de répondre pour refonder la filière nucléaire française sur des bases solides et durables.

Alors que certains sont tentés de considérer que les dernières décisions se suffisent à elles-mêmes, il est au contraire primordial de prendre le recul nécessaire et d'ouvrir un débat de fond pour définir l'avenir d'une filière industrielle qui est cruciale pour la souveraineté et la compétitivité énergétiques de notre pays, son rayonnement international, sa politique industrielle sans parler des enjeux de décarbonation de l'économie.

Loin des montages capitalistiques et d'un projet d'investissement britannique qui ne règlent rien sur le fond, la refondation de la filière nucléaire doit être assise sur un diagnostic complet, tant industriel, économique, technologique, organisationnel et social. Cette opération vérité permettra de mieux redresser les entreprises de la filière mais aussi de leur permettre de retrouver cohérence et complémentarité. Pour être solide et durable dans une industrie qui est celle du temps long, cette refondation exige du temps comme elle suppose de lourds investissements industriels et humains.

C'est dans cette perspective que nous venons de solliciter une nouvelle fois le gouvernement pour qu'il actualise les travaux de la « mission Roussely¹ » en s'appuyant sur l'expertise de parties prenantes reconnues comme peuvent l'être les organisations syndicales. Il en va de l'avenir de la filière nucléaire française.

¹ Le rapport de François Roussely sur l'avenir de la filière française du nucléaire civil a été rendu public le 27 juillet 2016